COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

VENDREDI 24 JUILLET 1981 — N° 124 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

Scandales financiers, crimes, assassinats, suicide
SOCIETE COLONIALE ET CAPITALISTE = SOCIETE MALADE

Une vague de trafics en tous genres, d'affaires de fraude contre le fisc par un employé des contributions en Martinique, de prévarications et de malversations au sein d'une société (la SODEG) qui est normalement sous le contrôle des conseillers généraux.

Cela fait beaucoup parler et même s'indigner. Mais on dénote aussi une certaine satisfaction à voir le gouvernement prendre en main les choses et rechercher activement les coupables. On met cela au crédit de la nouvelle politique et cela frappe les esprits. On peut se demander si cette volonté d'épuration ira aussi vigoureusement si ce sont des socialistes qui sont mis en cause.

On peut toujours croire à la volonté d'épuration officielle, mais on ne peut guère croire que cette volonté suffira à empêcher que de tels scandales aient lieu ou que la corruption en tous genres s'arrête par une volonté gouvernementale.

Une telle corruption est liée étroitement à l'existence même de ce système capitaliste. Celui-ci est né avec une marque de boue et de sang, sans gloire. Il a grandi dans le compétition sordide pour accumuler l'argent au détriment des peuples de la terre.

Le commerce de l'argent, les manipulations financières pour en avoir toujours plus, font partie du jeu normal du capitalisme. Il faut « faire » Dix francs avec UN franc. Il y a pour cela l'exploitation des travailleurs et le pillage du globe entier. et pour toute une catégorie de gens qui vivent de ce système, il y a « les affaires ».

L'état est un gros bailleur de fonds. Officiellement il donne aux très gros capitalistes grâce aux subventions faites prétend-on dans l'intérêt de la population (pour « sauver » des emplois !) mais qui rentrent dans les poches des capitalistes sans sauver d'emplois.

Il y a les faillistes frauduleuses dont de temps en temps on entend parler ! Il y a toutes sortes de trafics sur les constructions d'immeubles, de cités en tous genres, avec des spéculations sur les terrains à bâtir... Il y a que des décisions sont prises au nom de la population, avec son argent, sans qu'elle puisse les contrôler. Et dans la mesure où la démocratie proclamée reste formelle, il y a toutes les possibilités pour que s'exercent les talents des prévaricateurs, des spéculateurs, des fraudeurs, etc..

Suite page 2

MARTINIQUE GUADELOUPE
LA VIOLENCE AU QUOTIDIEN

POINTE-A-PITRE

« Elle m'avait humiliée; je voulais la marquer »

explique l'adolescente meurtrière

LE DEBARDEUR ETAIT LE SOUFFRE-DOULEUR DE SES CAMARADES

Blessé grièvement au ventre, il meurt à l'hôpital

A MARIE-GALANTE :
Loretta blesse sa rivale et une fillette de 4 mois à coups de sabre...

• Dix huit mois de prison dont huit avec sursis page 3

Chaque jour, la radio, la télévision, « France Antilles » rapportent des cas de blessures mortelles entre hommes et femmes déchirés par leurs sentiments, ou de crimes pour des questions d'argent ou encore d'actes gratuits de violence que l'on attribue à la « folie ». Bien sûr, les journalistes amplifient peut être l'importance de ces faits par besoin de faire sensation. Mais il faut reconnaître que de plus en plus la violence fait partie de la vie de tous les jours aux Antilles. La même semaine en Guadeloupe un homme a empoisonné ses cinq enfants suite au départ en France de leur mère, une femme est morte à l'hopital des blessures que lui a portées son compagnon ; en Martinique, un jeune a assassiné à coups de fusil un couple sur une plage, après en avoir menacé un autre.

On ne saurait comme le fait France-Antilles attribuer ces faits au tempérament « antillais ». Ce journal sous la plume du pitoyable Noir de service n'hésite pas en effet à reprocher à un blanc qui vit mêlé à la population guadeloupéenne d'avoir tenté de tuer ses enfants pour « avoir poussé trop loin l'assimilation (à cette population) ». Pour ces gens-là, les Noirs pauvres représentent le modèle type de l'individu violent et dangereux. Ne nous étonnons pas que France-Antilles se réjouisse que les Noirs pauvres se battent entre eux comme le font d'ailleurs, dans beaucoup de pays du monde, ceux qui subissent l'oppression, le racisme. Et c'est bien de cela qu'il s'agit. Ceux qui arrivent à attaquer et à blesser un camarade, un parent, un être cher le font alors qu'ils se trouvent dans un état de détresse généralement matérielle mais aussi morale, parce qu'ils se trouvent devant des problèmes qu'ils jugent insurmontables, n'ayant pas de but positif, d'espoir dans leur vie. Celui qui ne trouve pas d'emploi après avoir frappé à toutes les portes peut perdre patience. Il ne peut même pas compter sur les fameuses allocations-chômage. Soit il n'y a pas droit, soit on lui demande de fournir tant de papiers, les tracasseries administratives pouvant durer jusqu'à un an, qu'il se décourage. Les amis, les parents sont bien souvent partis dans l'émigration, les relations entre hommes et femmes sont la plupart du temps minées par les questions matérielles, de subsistance. Et quoi faire pour se changer les idées ? La culture, les livres, le théâtre, les concerts sont inaccessibles. Le cinéma ne présente guère que des films pornographiques ou de karaté. Alors il reste l'alcool et les drames qu'il entraine ou simplement le désespoir.

Mais le mépris de France-Antilles pour la violence des Noirs pauvres entre eux cache la peur. Ce sont ces mêmes journaux qui se réjouissent de la répression contre ceux qui, comme Malcom X dans les années 1960, exhortaient les Noirs pauvres à retrouver leur dignité et à retourner leur violence contre ceux qui les oppriment, ceux qui les exploitent.

Noël Cantius

GUADELOUPE
SCANDALE FINANCIER

Le 16 juillet, trois personnes étaient interpellées par les inspecteurs de la brigade financière : un comptable de la SODEG : Mr José Seymour, le directeur Mr Philippe Michaux et Maurice Komla directeur de l'EATT entreprise antillaise de travaux et de terrassement. Si Seymour et Michaux ont été inculpés et placés sous contrôle judiciaire, Mr Komla a été lui, arrêté et emprisonné.

Cette arrestation et ces deux interpellations ont été opérées dans le cadre d'une enquête sur certaines entreprises publiques et sur les opérations financières jugées « douteuses »... L'affaire fait grand bruit en Guadeloupe. France-Antilles parle d'un « énorme scandale politico financier » dans lequel serait impliqués des fonctionnaires et autres personnages ayant pignon sur rue en Guadeloupe. France-Antilles sous la plume de Bracy parle encore de « l'ampleur de l'affaire, de ses ramifications et du nombre de ses comparses ». Il annonce « plusieurs vagues d'arrestations ».

S'agit-il de simples titres à sensation ? ou d'une information relevant de faits précis et connus des gens de « France-Antilles » ? La question peut se poser.

Mais le fait que France-Antilles puisse communiquer une information exacte sur cette affaire n'est pas non plus étonnant. Car il s'agit en fait d'un organe appartenant au même monde politique, financier et colonialiste et donc parfaitement au faite des magouilles de toutes sortes qui se font dans ces milieux. Que France-Antilles veuille apparaître aujourd'hui au dessus de la mêlée en jouant les purs offusqués, cela aussi est de bonne guerre pour le journal d'Hersant l'un des plus gros capitalistes français.

Le scandale semble donc commencer par la SODEG. Cette société d'économie mixte composée de capitaux de l'état et du « département » a été chargée depuis vingt ans de viabiliser et d'équiper certaines zones telles Jarry par exemple et la zone de rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre. Ce programme a mis en jeu des sommes assez importantes d'argent quoiqu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. L'essentiel de l'activité des entreprises privées de travaux publics, des

Suite p 2

MARDI 28 JUILLET : PROCÈS EN APPEL DE MAUGEE ET BEAUJOUR

Nos deux camarades, Gérard Beaujour et Louis Maugée, repasseront devant les tribunaux colonialistes le 28 juillet. On se souvient qu'ils avaient été condamnés à 5 mois de prison ferme le 27 mai, sous l'inculpation de « connivence à fuite après évasion » liée à l'affaire Périan, ce qui n'était en réalité qu'un prétexte choisi par la justice coloniale pour réprimer deux militants politiques connus ayant soutenu les jeunes de Schoelcher. Au cours du procès, nos camarades avaient dénoncé violemment le racisme de cette justice des Blancs qui condamne les Noirs mais n'inquiète pas les Blancs (comme dans l'affaire Oscar-Olivieri par exemple, où Oscar après avoir fait 2 mois de prison sur plainte du proviseur blanc Oliviéri, a été débouté de sa plainte contre ce même Oliviéri), et avaient accusé le procureur Albarede de mener une véritable campagne de répression contre les anti-colonialistes.

Celui-ci avait requis contre eux une peine non amnistiable de plusieurs mois fermes.

Ils avaient également dénié à cette justice blanche le droit de juger des Noirs dans un pays de Noirs, ridiculisant ces juges partisans en parlant créole dans le prétoire et en leur montrant qu'ils ne pouvaient même pas comprendre ceux qu'ils prétendaient pouvoir juger !

Nos camarades ont passé plus de 2 mois en prison, la liberté provisoire leur ayant été refusée plusieurs fois par les juges racistes, et notamment le juge Beauvais qui s'est distingué comme Alberède par son acharnement contre les anti-colonialistes. Mais de l'intérieur de la prison ils avaient continué leur action de militants, en luttant pour leur dignité et celle des jeunes détenus, tandis que la solidarité s'organisait à l'extérieur.

Condamnés à 5 mois ferme le 27 mai, nos camarades ont donc fait appel de ce jugement, tandis que le Parquet de son côté faisait également appel a minima, trouvant la sentence prononcée à leur enconte trop légère.

Gérard Beaujour et Louis Maugée, dirigeants de Combat Ouvrier, iront à ce nouveau procès comme au précédent : en dénonçant la justice coloniale et raciste. Il faut venir nombreux soutenir leur action !

A l'heure où l'actuel ministre de la justice M. Badinter, dénonce certains aspects répressifs de la justice, il serait intolérable que nos deux camarades aillent en prison à cause d'une machination montée de toutes pièces par un juge et un procureur répressifs et d'esprit colonialiste.

Les anti-colonialistes et les démocrates de la Martinique ne l'accepteraient pas.

LIBEREZ CHARLOTTE !

CE MILITANT GUYANAIS VIENT DE DECLENCHER UNE GRÈVE DE LA FAIM POUR EXIGER SA LIBÉRATION

Le dernier détenu politique des Antilles-Guyane est encore en prison en France. Il est emprisonné depuis un an.

Alors que tous les emprisonnés politiques guadeloupéens ont été libérés récemment et que les autres détenus guyanais emprisonnés en même temps que Charlotte ont été libérés, le maintien en détention de Charlotte devient de plus en plus intolérable.

Ce militant anti-colonialiste a décidé d'entamer une grève de la faim à compter du mercredi 22 juillet pour exiger sa libération des geoles coloniales françaises.

Il faut soutenir ce militant dans sa lutte. Il faut exiger sa libération immédiate !

GUADELOUPE SCANDALE FINANCIER

SUITE DE LA PAGE 1

cabinets d'architectes et des banques dépendent des programmes établis sur les fonds publics par les services de l'équipement, votés par le Conseil Général et confiés pour exécution à la SODEG.

Mais depuis quelque temps la SODEG avait de plus en plus de mal à justifier les coûts de ses opérations. La société se trouva contrainte de faire appel à un cabinet comptable de Paris pour une mise de sa comptabilité sur l'informatique et elle avait entraîné la société de Komla, l'EATT, à en faire autant.

Ce cabinet parisien releva, parait-il d'importantes anomalies comptables et déposa une plainte contre X pour escroquerie, abus de confiance, faux en écriture et usage de faux.

Il semble que d'autres sociétés d'économie mixte voient en ce moment même éplucher leurs comptes. La rumeur publique parle d'inculpations ou d'arrestations dans les prochains jours de plusieurs « personnalités »...

Mais cette affaire n'est certainement qu'une toute partie du voile qui sera levé sur les trafics en tout genres qui se font dans ce pays... Les trois personnes inquiétées ou arrêtées ne sont-elles que les lampistes, le menu fretin qui paierait pour de bien plus gros qu'il serait « génant » d'inquiéter ? C'est possible.

En tous cas on se souvient de l'affaire de Mare-Gaillard. On sait aussi que des odeurs de pourriture se dégagent de bien des affaires hôtelières, immobilières et foncières en Guadeloupe. Les escroqueries ne sont que très rarement révélées au grand jour. Leurs auteurs bénéficient généralement de la mansuétude la plus grande de la part du pouvoir...

L'état colonial français n'est pas innocent dans tout cela car c'est son système qui permet toutes les escroqueries et tous les trafics.

La protection dont bénéficient les capitalistes, les magouilles électoralo-financières organisées parfois par les préfets eux-mêmes en liaison avec certains conseillers généraux et hommes politiques, avec la bénédiction des ministères parisiens, tout cela a fleuri depuis des dizaines d'années.

Que le nouveau pouvoir de gauche fasse mine de s'en offusquer et tente d'apparaître comme le redresseur de tort, cela aussi est de bonne guerre. Mais il ne faut pas oublier que la bourgeoisie, les capitalistes vivent nécessairement avec dans leur sillage des magouilleurs, des trafiquants et des aventuriers en col blanc et en costume. Ce sont eux qui en réalité dominent la société et la façonnent à leur image de crapule, quelle que soit l'équipe de droite ou de gauche mise en place au sommet de l'état.

D'autant que ces malversations représentent une somme infime en comparaison de ce que les capitalistes extorquent aux travailleurs en les exploitant. Car l'argent détourné par les magouilleurs, il faut qu'il soit créé d'abord par le travail des ouvriers.

SUITE DE L'EDITORIAL

Le système doit fonctionner en dehors des oreilles et des yeux indiscrets de la population. Forcément cela favorise les trafics. Les milieux politiques et celui qui a accès à certaines décisions de construire de bâtir, de subventionner, depuis les maires jusqu'aux ministres, ne peuvent qu'être sollicités pour se faire les complices des trafiquants.

Une affaire mise à nu par ci par là ne changera pas toute cette corruption. Il faut pour cela que le système capitaliste soit remplacé par une société gérée par les membres de la population.

PROCES CONTRE LA PRESSE ANTI-COLONIALISTE

COMBAT OUVRIER POURSUIVI UNE NOUVELLE FOIS

Bruno Treil,

Nos camarades Bruno Treil et Gérard Beaujour sont poursuivis par la justice coloniale, à propos d'un article écrit par Treil il y a quelques mois.

L'audience publique aura lieu le 5 août au Tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre.

NON AUX POURSUITES

LE PROGRES SOCIAL INQUIETE

Nous reproduisons ci-dessous la lettre que nous avons reçue du directeur du « *Progrès Social* », Henri Rodes.

Camarade,

Le pouvoir colonial a placé l'année 1981 sous le signe des procès de presse pour casser la Presse anticolonialiste en Guadeloupe.

Dans le cadre de cette politique de répression, *Combat Ouvrier*, *Jakata*, *le Journal Guadeloupéen* ont été poursuivis.

Depuis le 6 mars 1981 sur plainte de Marcel Etzol, le Procureur de la République de Pointe-à-Pitre poursuit le *Progrès social*.

Le pouvoir toujours en place voulant frapper vite et fort, l'affaire a été fixée par le procureur au Mercredi 22 juillet 1981.

Le gouvernement français à travers ce procès cherche à voir si le Front Uni du peuple guadeloupéen contre la répression d'où qu'elle vienne et contre n'importe lequel des anticolonialistes de ce pays, demeure vigilant.

Il est du devoir du *Progrès Social* qui en est à son 36e procès en un quart de siècle à l'instigation du colonialisme français de demander à tous les anticolonialistes guadeloupéens d'être présents le mercredi 22 juillet 1981 à l'audience publique du Tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre.

Salut et Fraternité

Henri Rodes

ROBERT « ASÉ PLERE » Soyons sérieux !

Le journal « *Asé pléré an nou lité* » qui se proclame « pour la formation, l'organisation et l'union du peuple martiniquais sous la direction de la classe ouvrière, » s'en prend à nous. (n°7)

Il prétend qu'un membre de Combat Ouvrier tiendrait des propos calomnieux envers *Asé pléré* il écrit : « *travailleurs martiniquaïs il faut être très vigilants : les bourgeois et les petits bourgeois opportunistes n'ayant aucun argument valable pour combattre notre ligne emploient de plus en plus des méthodes malpropres pour détruire notre travail... ils se gardent bien d'écrire ou d'apporter des preuves, mais ils répandent oralement des mensonges grossiers... etc...* »

Ainsi *Asé pléré* est contre les mensonges grossiers et estime qu'on doit « apporter des preuves » Alors pourquoi a-t-il écrit sans preuves en affirmant qu'un membre de Combat Ouvrier les a accusé d'avoir parmi eux un individu qui aurait eu un comportement malhonnête ?

Quelle précipitation pour critiquer Combat Ouvrier au Robert ! La lutte là plus fraternelle est nécessaire pour dégager une ligne juste pour les intérêts des travailleurs. Ce n'est pas en discutant sur le terrain glissant de la calomnie que nous avancerons.

Si Asé Pléré veut discuter politique, nous sommes d'accord et prêts à le faire ; s'il faut échanger des propos de bas étages et « sans preuves » cela ne va plus.

Les jeunes et les travailleurs du Robert seront juges des propos et des conduites.

FILM : LE SANG DU FLAMBOYANT de François MIGEAT

Entièrement tourné à la Martinique, inspiré de l'affaire Beauregard.

Dans ce film François Migéat s'est inspiré de l'histoire véridique de René Beauregard (dénommé Albon dans le film) qui pendant 7 ans, de 1942 à 1949, tint en échec les forces de gendarmerie lancées à ses trousses dans le Sud de la Martinique, dans la région de Marin-Rivière Pilote. Finalement encerclé et sérieusement blessé, il préféra se donner la mort plutôt que d'être pris vivant.

Pendant cès 7 années passées à errer dans les savanes et la forêt, Beauregard bénéficia de la complicité de la population qui voyait en lui une victime des usiniers békés du Marin. En effet, congédié de son emploi d'économe par l'administrateur de l'usine du Marin, le béké Dorn, sur plainte du géreur Gouyer, un autre béké, il fut pourchassé ensuite par d'autres békés tels Bernus et Pierre de Lucy de Fossarieux (celui-ci devait d'ailleurs tomber par erreurs sous les balles d'un gendarme) qui s'étaient joints à la chasse à l'homme engagée contre lui par la gendarmerie.

C'est après son renvoi de l'usine que Beauregard devait perpétrer son premier forfait : blesser sa femme au cours d'une crise de jalousie, qui lui valut d'être condamné à mort par contumace. Condamné une seconde fois à la peine capitale pour avoir tué un homme lors de sa fuite, il fut en outre accusé de nombreux vols, viols, crimes, dont on ne put jamais prouver qu'il en était l'auteur.

La population du Sud lui avait fait une réputation de quimboiseur, d'homme « protégé » et invulnérable, qui devait contribuer largement à établir sa légende dans la Martinique entière.

Dans le film de Migéat, l'histoire de cet homme qui osa défier la justice du Gouverneur colonial et des Békés pendant de si longues années en prenant le maquis, est à peu près reconstituée, à quelques détails près. Certains faits ont pu être légèrement déformés ou simplement passés sous silence, mais l'essentiel y est. Migéat s'est surtout attaché à montrer l'acharnement des Békés à poursuivre et traquer cet employé noir qui avait osé se rebeller et la volonté des représentants de la justice coloniale et de la gendarmerie de mettre la main sur lui pour lui faire subir son châtiment, allant même jusqu'à promettre une forte prime à qui aiderait à sa capture. Migéat a pris franchement partie pour Beauregard, contre les Békés et les juges, procureurs et gendarmes, et c'est ce qui rend le film très sympathique, même si par moments il idéalise sans doute quelque peu son héros, en le présentant toujours sous des traits favorables, ce qui n'était peut-être pas le cas dans la réalité. Mais après tout Migéat raconte l'histoire d'Albon, et non celle de Beauregard, et il est libre de peindre son personnage à sa façon !

La présence d'un conteur, qui anime la veillée funèbre du « rebelle » mort, ajoute beaucoup de poésie à cette histoire et montre la sympathie réelle et l'attachement de la population à celui qu'elle considérait comme un révolté et une victime de la violence des Blancs.

Bien que les dialogues soient en français, l'auteur a su reconstituer le rythme et les images du créole, et décrire avec simplicité les mœurs et les manières de vivre des ouvriers agricoles et des gens de la campagne à l'époque où se déroule l'action. On peut seulement regretter de ne pas voir suffisamment vivre la population autour de Beauregard-Albon, et lui apporter concrètement son aide, ce qui n'est que suggéré dans le film, et lui enlève sans doute un peu de chaleur humaine.

Mais les milieux sociaux, Békés, ouvriers agricoles, fonctionnaires du gourvernement colonial, qui s'affrontent dans la Martinique des années 40, sont particulièrement bien rendus et font de ce film un témoignage vivant de cette page de l'histoire martiniquaise, où comme plus tard lors de l'affaire Marny, la population noire pauvre se solidarisa avec l'un des siens persécuté, contre le pouvoir des Blancs racistes et arrogants.

Les images sont très belles, la nature et les paysages montrés avec talent mettent en valeur la beauté de l'île.

On ne peut qu'espérer que d'autres réalisateurs, et François Migéat lui-même, continuent dans cette voie, et s'attachent à reconstituer l'histoire des Antilles, vue du côté de la population et des opprimés, une histoire qui est riche de révoltes en tous genres.

Un film à voir et à faire voir.

POLOGNE
RENOUVELLEMENT DE L'EQUIPE DIRIGEANTE DU POUP LORS DU CONGRÈS DE VARSOVIE

Le déroulement du congrès du POUP (parti ouvrier polonais) qui s'est déroulé le week-end dernier à Varsovie, tranchait quelque peu avec le déroulement habituel des congrès des partis communistes dans les pays dits de démocratie populaire.

Le vent du changement, de l'intervention plus réelle des masses, qui agite la vie sociale de la Pologne depuis plus d'un an, a soufflé jusqu'au sein du parti.

Et pour la première fois, les 2 000 délégués réunis en congrès, ont donné l'impression de pouvoir intervenir, faire des critiques sur la politique menée par le parti, et même vis-à-vis de l'équipe dirigeante. Ils avaient reçu semble-t-il, des directives précises des militants de base qui voulaient les voir exprimer au sein du congrès leurs positions.

Cette intervention des délégués a créé un certain suspens. Et au fil des heures de discussion dans les commissions, selon la façon dont étaient acceuillis les discours des uns et des autres, les supputations des observateurs allaient bon train.

L'élection des instances dirigeantes a en définitive, reflété cette volonté de changement qui s'est manifestée dans tout le pays, et la condamnation de la politique menée par la direction du POUP jusqu'à l'année dernière.

Sur 430 élus dans les instances dirigeantes du parti, il n'y a que 79 sortants. Sur les 200 membres du Comité Central, seuls 18 membres figuraient dans le précédent comité central. Et 20% des membres sont des membres du syndicat « Solidarité ». Au sein du Bureau Politique même, une femme a pu entrer, et c'est une représentante aussi de « Solidarité ».

Certes, ce renouvellement des cadres des instances dirigeantes, n'assure aucunement à lui seul un changement de la politique de ce parti dans la période actuelle. Et la réélection de Kania à la direction des affaires n'est pas sans signification. Il apparaît toujours comme le plus capable de maintenir l'autorité du parti communiste de la Pologne, tout en n'ayant pas affronté directement la vague des contestations qui a secoué le pays depuis un an.

En ce sens, le plus grand changement dans ce congrès du POUP, c'est bien celui qui s'est fait dans son déroulement plutôt que les changements politiques réels.

Le vent du renouvellement qui a soufflé jusqu'à l'intérieur du parti, traduit la profondeur de la crise qui secoue actuellement la Pologne.

Les masses populaires ne veulent plus se laisser museler certes, et elles l'ont montré avec fermeté tout au long des derniers mois, et dans tout le pays. Mais aussi la crise économique profonde qui touche le pays ne permet pas à l'équipe dirigeante de s'opposer plus fermement à elle comme elle le faisait autrefois, sans provoquer une véritable explosion de colère.

L'ouverture, nouvelle et très remarquée, qui s'est faite dans le déroulement du congrès du POUP est le résultat de l'équilibre des forces sociales, de la crise économique et aussi de la menace permanente d'intervention des troupes soviétiques en Pologne.

Cet équilibre reste certes bien fragile. Et en ce sens le nouveau congrès n'a rien réglé de fondamental et les feux du congrès éteints, les effets de la crise restant toujours bien présents, les problèmes sociaux ne pourront que reprendre et les travailleurs de ce pays n'ont sûrement pas dit leur dernier mot.

M.T.

BOMBARDEMENTS ISRAELIENS SUR BEYROUTH

Les bombardements spectaculaires et meurtriers sur Beyrouth ont provoqué, comme après chaque acte agressif, un tollé.

Chaque gouvernement « condamne », « déplore », « proteste » etc... l'indignation « ne connaît pas de borne ». Mais elle ne va pas jusqu'à contraindre Israël à déposer les armes contre les palestiniens. Bien loin de là. Ce sont les grandes puissances occidentales qui ont armé le bras d'Israël pour en faire le gendarme du Moyen-Orient.

Alors, l'indignation d'aujourd'hui est bien tardive et déplacée.

Certains commentateurs estiment que les attaques d'Israël risquent de rallumer la guerre au Moyen-Orient.

Le Moyen-Orient est une véritable poudrière. N'importe quel évènement de ce type peut toujours rallumer la guerre. Mais il ne faut pas voir ces bombardements comme quelque chose d'exceptionnel. Il y a longtemps qu'Israël mène une telle politique et se livre à ce genre d'opération sans que cela ait changé l'état des forces en présence et l'évolution de la situation. Il est plutôt probable que les discussions pour arriver à la paix, ou une sorte de paix, se poursuivent. Mais Béghin le chef d'état israélien est bien obligé, tout en cherchant la porte de sortie, de se donner des allures de guerrier farouche pour garder une certaine marge de manœuvre vis-à-vis de son opinion publique réactionnaire (qui s'exprime par les partis de droite religieux notamment).

Les bombardements ne signifient pas qu'Israël souhaite forcément la poursuite de la guerre mais il veut réduire le plus possible le poids des Palestiniens armés et combattre dans une future négociation.

Israël est enfoncé dans un bourbier où il a du mal à sortir. Le gouvernement veut trouver un accord. Mais il a semé tant de haine contre le peuple israélien dans la région qu'il est obligé d'entrer dans la paix sans cesser de faire la guerre.

Autant dire que tout accord qui sera signé désormais sera extrêmement précaire.

Car malgré les bombradements, la force des Palestiniens reste intacte.

Il n'y a donc pour cette région qu'une seule et unique voie pour la paix, c'est la reconnaissance absolue et complète des droits nationaux des Palestiniens.

Cela pour l'instant Israël le refuse car il ne veut en face de lui que des Palestiniens désarmés, c'est à dire faciles à réduire et à écraser.

En attendant toutes les manœuvres politico-militaires se retournent contre les populations de la région aussi bien israéliennes que palestiniennes ou libanaises.

ÇA DISCUTE TROP AU PPM !

DARSIERES AUX CRENEAUX CONTRE LES MILITANTS « BLAGOLOGUES » DU PPM

De gauche à droite : Claude Lise, Aimé Césaire, Camille Darsières.

« Non à la blagologie et à la paresse. C'est le temps de l'effort. »

C'est sous ce titre que le journal du PPM, *le Progressiste*, consacre un article à tancer d'importance ceux de ses membres qui n'ont toujours pas digéré le nouveau tournant politique de Césaire. Et c'est Darsières le pourfendeur.

Ce qui nous vaut des morceaux de bravoure :

« *On se doit de cesser de pérorer doctement sur tout et sur rien.*

« *Notre actuel combat exige que les militants anti-colonialistes se mettent à la tâche et s'y mettent maintenant, très concrètement. Et se débarrassent de ce qu'il faut appeler la blagologie de l'intellectuel suffisant parlant fort et haut, comme un beau livre, remettant sans cesse à demain aujourd'hui et puis demain à demain encore le moment d'agir* »

Belle définition en vérité ! Mais elle s'applique comme un gant au PPM lui-même et à son leader Césaire. Il faut un sacré culot pour reprocher à d'autres de « remettre sans cesse à demain aujourd'hui », alors que l'on vient de proclamer à grand fracas un « moratoire » qui par définition « remet aujourd'hui à demain ». C'est le PPM qui remet à demain la lutte anti-colonialiste. C'est lui qui remet « demain, à demain encore », le moment d'agir.

Ou alors dans la bouche des chefs du PPM, Darsière.Césaire... « agir » n'a pas le sens de lutte pour les objectifs politiques anti-colonialistes, mais bien se fourvoyer dans les coulisses de l'état bourgeois impérialiste français pour y ramasser, « avec dignité » évidemment, quelques miettes tombées de la table des riches.

Les chantres de la dignité manquent singulièrement de cette qualité aujourd'hui pour ne pas sentir tout le mépris et toute l'ironie méchante qu'il y a dans les propos d'un Defferre expliquant qu'on appliquera un statut particulier à la Corse qui est à quelques dizaines de kilomètres des côtes françaises, mais pas aux Antilles qui vivent dans un contexte radicalement différent à 7 000 kilomètres.

Le PPM et Césaire préfèrent le bla-bla (ou la blagologie justement !), ils préfèrent caresser des projets stupides, agités comme des hochets pour attirer l'attention des foules. Comme ce projet de « Société d'économie mixte pour la restructuration du sucre ». Le PPM préfère mentir à la population en présentant le gouvernement en France comme « le gouvernement des travailleurs de France animé par les formations politiques, la socialiste et la communiste... »

Et Darsières d'ajouter : « *C'est même largement suffisant pour que sinon tout, du moins à partir de là beaucoup de choses deviennent possibles* ».

Et Darsières réclame des anti-colonialistes et, bien sûr des militants de son parti en premier lieu des « propositions tangibles ». Et le voilà qui cite en exemple un projet « tangible » du PPM présenté par Lise au Conseil général sur le problème du Lareinty. Il faut dire que ce projet est celui aussi de M. Charron, conseiller général de droite qui en a fait son dada, espérant aller loin sur une telle monture.

Espérons que beaucoup de lecteurs du *Progressiste* liront effectivement ce projet de Lise. Car il reflète bien ce que le PPM appelle le « tangible ». On y voit sur 6 colonnes et deux pleines pages les efforts d'un réformiste pour concilier les intérêts particuliers des capitalistes, et ceux d'une politique dite « sociale » d'un parti qui a une base électorale populaire.

Le texte a beau être un peu fermé on peut y trouver quelques perles de naïveté (fausses ou vraies, cela ne change rien !)

Après avoir dit que en 20 ans on est passé de 13 000 ha cultivés en cannes broyées par 11 usines à la situation actuelle : moins de 6 000 ha de mauvaises cannes et 2 usines en fonction dont une bat de l'aile (Galion et Lareinty), le PPM propose que dans ces conditions (les pires qui soient) le sauvetage soit opéré avec des fonds publics.

Avant d'analyser plus loin cette affaire, on peut se poser une question : pourquoi cette réaction tardive du PPM alors que le mal est fait ? Pourquoi s'acharner à « sauver le sucre » et les planteurs (petits et gros, d'ailleurs sans distinction !) quand il n'y a rien à sauver !

Le PPM a ainsi laissé fermer 9 usines en 20 ans, sans rien faire ni proposer ; et aujourd'hui il s'excite sur le cadavre en train de crever et propose au public de verser par différents biais son argent pour sauver une usine complètement pourrie. Usine qui sera de plus, en cas de création d'une société d'économie mixte, gérée par Cointreau qui est une grosse société de liqueur française qui se « fout » complètement des problèmes de développement de la Martinique. Elle possède la plus grosse distillerie de l'île, (la distillerie Sainte-Marie qui fabrique 50 % des rhums agricoles et a une capacité de broyage de 80 000 T : donc une bonne affaire) et est seulement intéressée par ses propres affaires. D'où d'ailleurs ses réticences à reprendre Lareinty. Cointreau voulait recevoir l'argent public sur le Galion qui lui appartient. Pourquoi ? C'est clair, non ! Pour recevoir les subventions en tout genre tout en favorisant les affaires du groupe Cointreau. C'est « ça » que Lise et Darsières et le PPM et Césaire présentent au public comme un projet tangible ! Oui tangible, l'argent qu'en retireront les actionnaires de la famille Cointreau ! !

Toujours de cette façon de chercher des astuces pour avoir l'air de faire du social, le PPM propose froidement dans son plan de prendre 35 % du Fonds d'investissement routier pour favoriser la restructuration sucrière !

Et puis après, il faudra jouter au prix de l'essence des taxes locales pour compenser le trou ainsi créé et c'est toujours le consommateur, le public qui paiera pour financer une société qui ne rapportera de l'argent qu'à des capitalistes.
C'est ce qu'on appelle découvrir Pierre pour couvrir Paul... Cointreau !

Triste « réformistes ! » Le PPM insiste pour que la formule de gérance consiste en une location - gérance laissant la responsabilité des risques financiers au « gérant ». C'est extraordinaire de dire de pareilles stupidités et de croire qu'un capitaliste va s'embarquer dans l'affaire de cette Société d'économie mixte sans avoir la garantie d'y trouver son compte et au détriment du public (fonds du conseil général FIR etc.).

Alors que Lise souhaite que les particuliers investissent là-dedans : c'est le bouquet final du bricolage économique : « *20 000 ménages martiniquais ont un revenu supérieur à 5 000 F par mois. Si seulement 5 000 de ces ménages acceptaient d'investir 1 000 F cela permettrait de réunir la somme de 5 000 000 F... soit 29 % d'actions etc...* ». On pourrait aussi faire la quête sur la voie publique !

Voilà le genre de « projets tangibles » pour lequel Darsières tance sévèrement les « blagologues » de son parti ! En réalité c'est surtout une façon de repousser sans discussion - au nom du concret - les réticences ou les refus des opposants probables qui sont apparus au sein du PPM. Celui-ci les combat sans leur donner la parole et les transforme soit en « assimilés » français - voir le discours de Césaire - soit en « blagologues » ou discoureurs impénitents. Le PPM ne discute pas avec ceux qui ne sont pas d'accord avec sa ligne d'assimilationisme de gauche, il veut les réduire au silence.

Or toute la politique actuelle du PPM est fondée sur une hypothèse de départ qui est fausse et que nous combattons absolument. Le gouvernement actuel en France n'est pas celui des travailleurs. Et le fait qu'on y trouve des ministres communistes ne le signifie pas plus. En 1946 il y avait déjà des ministres communistes. Et ce n'était pas un gouvernement des travailleurs. En 1936 le Front Populaire a porté au pouvoir le socialisme et sous la poussée des grèves ouvrières, contraint celui-ci à des réformes : les 40 h, les congés payés, etc... Mais les usines étaient occupées, des dizaines de milliers de travailleurs étaient mobilisés. C'est l'affolement de la bourgeoisie devant un mouvement si puissant qui a fait que pour désamorcer ce qui pouvait devenir une révolution les socialistes ont fait voter certaines lois sociales. Les patrons cédaient un peu pour sauver l'essentiel.

Mais à tout moment le gouvernement socialiste s'est toujours placé dans la perspective de la sauvegarde de la propriété privée capitaliste.

Aujourd'hui on n'a ni les occupations d'usines, ni même des milliers d'ouvriers au Parti socialiste comme en 36. Le Ps au pouvoir est un parti bourgeois qui certes est plus libéral et plus à gauche que les giscardiens ou que les gaullistes, mais fondamentalement rien ne les sépare. Et la gauche et la droite partent toujours du même « considérant » à savoir : protéger et respecter la propriété privée capitaliste ! Les socialistes prétendent simplement freiner et contrôler les appétits capitalistes exagérés ou désordonnés ; mais ils ne sont pas anti-capitalistes, ni de près ni même de loin !

Mitterrand n'a jamais promis des mesures anti-capitalistes, ni Mauroy le premier ministre. Ces hommes ne prétendent pas être le gouvernement des travailleurs. Ils ne l'ont même jamais dit. Ils sont un gouvernement de gauche de la bourgeoisie française. Le socialisme, leur socialisme, c'est, dans leur tête, quelques aspirations générales à plus de justice et à moins d'abus de la part des riches et des puissants mais il ne s'agit pas pour eux de mettre quoi que ce soit de fondamental en question.

La situation politique antillaise impose au PPM de transformer ce qui est un gouvernement de gauche bourgeois en un « gouvernement des travailleurs ». La peur de perdre le siège de député après la vague de droite des présidentielles a poussé (à droite) précipitamment les dirigeants du PPM vers un déguisement assimilationniste qu'ils justifient aujourd'hui par la nature du gouvernement en France !

Oui, si le gouvernement de la France était réellement celui des travailleurs on devrait concevoir un changement d'attitude des anti-colonialistes vis-à-vis de lui.

Mais « gouvernement des travailleurs », cela voudrait dire une politique toute différente de celle d'un Emmanueli ou d'un Defferre sur les DOM TOM. Cela voudrait dire que l'Etat des travailleurs français aurait eu immédiatement la volonté et l'obligation de proclamer le droit et la possibilité de se gouverner eux-mêmes pour les peuples. Ce sont ces peuples qui auraient eu à dire s'ils veulent rester dans des liens de type nouveau, s'ils veulent rompre tout lien avec l'ancienne métropole coloniale.

Que la discussion de ces problèmes paraissent à M. Darsières de la « blagologie » cela juge l'étroitesse de son horizon politique et celui de son parti, mais qu'il ne croit pas voir les autres en regardant son propre miroir.

G. Rassamy

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728